

NATIONS UNIES

ASSEMBLEE  
GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/C.2/L.314  
30 janvier 1957  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

Onzième session  
DEUXIEME COMMISSION  
Point 26 de l'ordre du jour

PROGRAMMES D'ASSISTANCE TECHNIQUE

Dépenses d'administration et dépenses des services d'exécution du  
Programme élargi d'assistance technique

I

Lettre en date du 28 janvier 1957, adressée au Président du Comité  
consultatif pour les questions administratives et budgétaires par  
le Président de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale

1. La Deuxième Commission m'a prié de vous demander, en votre qualité de Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, si le Comité serait en mesure de fournir l'assistance dont il est question dans la résolution que le Conseil économique et social a adoptée le 17 décembre 1956 et dont le texte est reproduit ci-après.
2. Avant d'accepter la recommandation du Conseil économique et social, la Deuxième Commission aimerait que vous lui précisiez, en tant que Président du Comité consultatif, s'il y aura des objections à cet égard.
3. La Deuxième Commission étant déjà saisie de cette question, je vous serais reconnaissant de bien vouloir me faire connaître votre réponse aussitôt que possible.

/...

57-00164

Résolution adoptée à l'unanimité par le Conseil économique et social à sa 952ème séance, le 17 décembre 1956 :

"Le Conseil économique et social

"Recommande à l'Assemblée générale d'autoriser le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires à prêter son concours et à donner des avis, sur la demande du Comité de l'assistance technique, au CAT lui-même ou à tout autre groupe que celui-ci pourrait créer pour l'étude des questions administratives, en ce qui concerne l'examen des dépenses d'administration et des dépenses des services d'exécution du Programme élargi d'assistance technique."

II

Lettre en date du 28 janvier 1957, adressée au Président de la Deuxième Commission de l'Assemblée générale par le Président du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires

1. J'ai l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date de ce jour, qui me donne l'occasion de faire connaître à la Deuxième Commission l'opinion du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires sur la résolution que le Conseil économique et social a adoptée le 17 décembre 1956.
2. Je tiens tout d'abord à vous donner l'assurance que le Comité consultatif s'intéresse vivement, depuis maintes années, au fonctionnement du Programme élargi d'assistance technique et qu'il est toujours disposé à fournir toute aide en son pouvoir dans l'intérêt d'une bonne administration et d'une gestion économique de ce programme.
3. A cette fin, le Comité consultatif a récemment suggéré au CAT (E/TAC/56, annexe, paragraphe 10) "de rendre compte au Conseil économique et social en lui proposant de recommander à l'Assemblée générale une procédure d'après laquelle le Comité consultatif serait invité à soumettre chaque année un rapport à l'Assemblée générale après avoir :

/...

1) Examiné le projet de budget du BAT et de ses bureaux régionaux pour l'année à venir (c'est-à-dire les dépenses d'administration centrale du Programme élargi);

ii) Examiné, dans leur ensemble, les dépenses d'administration et les dépenses des services d'exécution des organisations participantes."

4. La résolution susmentionnée du Conseil économique et social est une mesure utile dans le sens suggéré. Toutefois, elle ne spécifie pas - et n'est d'ailleurs pas censée spécifier - le mandat précis dans le cadre duquel le Comité consultatif pourrait aider l'Assemblée générale en la matière.

5. Ces dernières années, l'Assemblée générale, se fondant sur des recommandations de la Cinquième Commission, a autorisé le Comité consultatif à effectuer certaines études ou enquêtes sur les méthodes administratives suivies pour le Programme élargi. C'est ainsi que le Comité a été prié de poursuivre sa série d'études en 1957, en plus de son programme normal de travail, et qu'il examinera en conséquence ces méthodes administratives dans le cas de l'OMS, de la FAO et de l'OMM.

6. Je présume que, pour permettre de coordonner au mieux les tâches ainsi confiées au Comité consultatif et toute nouvelle tâche dont il pourrait être chargé, la Deuxième Commission jugera bon de renvoyer à la Cinquième Commission toute résolution qu'elle pourrait soumettre à l'Assemblée générale pour adoption. De cette façon, le Comité consultatif ne manquerait pas de recevoir de l'Assemblée générale des instructions précises quant à la forme et à la nature de l'assistance que l'Assemblée pourrait l'inviter à fournir.

-----